

Lorsqu'il est question de souveraineté alimentaire et de droits à la base d'une agriculture équitable, il est difficile d'esquiver l'actuelle crise alimentaire mondiale qui défraie les manchettes. En effet, l'équation entre la situation des agriculteurs, leurs droits bafoués et la faim qui persiste donne un résultat qui, sans trouver une explication logique, dresse un portrait plutôt inquiétant du climat qui règne sur la planète.

À l'heure où on parle de souveraineté alimentaire et que l'urgence sonne de plus en plus fort pour rendre cette dernière davantage viable et surtout vivante, la crise alimentaire mondiale doit devenir une invitation pressante pour que le vent tourne.

MAÉ-MAÉ a suivi les derniers événements qui touchent à ces valeurs et implications...

Bonne lecture!

Ce qu'ils ont dit...

«Ce qui est important aujourd'hui, c'est que le temps du verbe est largement dépassé. Le moment de l'action est venu.»

Jacques Diouf, directeur général de la Food and Agriculture Organisation (FAO), le 3 juin 2008.

«Les biocarburants ne sont pas des bandits.»

Luiz Inacio Lula da Silva, président du Brésil au sommet de la FAO, juin 2008.

Conférence de haut niveau de la FAO à Rome du 3 au 5 juin 2008

«C'est un échec total, c'est extraordinairement décevant, et très inquiétant pour l'avenir des Nations Unies. Le sommet est assez unique dans l'histoire de cette organisation : plus de 50 chefs d'État et de gouvernement se sont réunis pour discuter de solutions concrètes à apporter à l'effroyable massacre quotidien de la faim, qui s'aggrave encore avec l'explosion des prix mondiaux des matières premières agricoles depuis cinq ou six mois. Mais le résultat de cette conférence est totalement scandaleux : l'intérêt privé s'est imposé, au lieu de l'intérêt collectif. Les décisions prises à Rome risquent d'aggraver la faim dans le monde, au lieu de la combattre», affirmait Jean Ziegler, ancien rapporteur de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le droit à l'alimentation, aujourd'hui membre du comité consultatif du conseil des droits de l'homme des Nations Unies, au terme du sommet de la FAO sur la crise alimentaire mondiale s'étant clôturé à Rome le jeudi 5 juin dernier. C'est sur une note très ambivalente que s'est conclu ce sommet de haut niveau de la FAO. L'objectif général de cette conférence consistait à se saisir des questions de sécurité alimentaire face à la flambée des prix alimentaires, ainsi que des nouveaux défis du changement climatique et de la sécurité énergétique. Pour les pays de la communauté internationale, il s'agissait de concevoir des solutions durables à la crise

alimentaire, en identifiant les politiques, stratégies et programmes nécessaires pour sauvegarder la sécurité alimentaire mondiale, à court et plus long terme.

Cette conférence s'est terminée avec la signature d'une déclaration, laquelle a été entérinée jeudi soir, suite à de longues discussions.

«Nous demandons instamment aux gouvernements d'attribuer la priorité qui s'impose aux secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, afin de créer des conditions permettant aux petits agriculteurs et aux pêcheurs du monde, y compris les populations autochtones, en particulier dans les zones vulnérables, de participer, en profitant aux mécanismes financiers et aux flux d'investissement, à l'appui de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la mise au point, du transfert et de la diffusion des technologies. Nous soutenons l'établissement de systèmes agricoles et de pratiques de gestion forestière durable qui contribuent nettement à atténuer les effets des changements climatiques et favorisent l'équilibre écologique», indique la déclaration. Si les grandes lignes de cette déclaration exhortent la communauté internationale à accroître son aide aux pays en développement, il n'en demeure pas moins que les moyens à mettre en branle ont été plus difficiles à identifier concrètement.

Ce sommet de bonnes intentions n'aura cependant pas marqué le cours de l'histoire de la présente crise alimentaire... On a même reporté plusieurs sujets au Sommet du G8 qui

aura lieu en juillet au Japon. C'est donc dire que les choses avancent peut-être, mais à pas de tortue, et pas nécessairement dans la bonne direction...

Chronologie des derniers événements à l'organisation mondiale du commerce (OMC)

19 mai 2008 : Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, annonce la distribution de projets révisés en vue d'un accord final sur le commerce des produits agricoles. Il s'agit de deux documents révisés comprenant ce qui pourrait devenir, dans un accord final, les formules permettant d'abaisser les tarifs et les subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges. Ces projets représentent la révision de documents distribués d'abord en juillet 2007, puis en février 2008. Aux dires de monsieur Lamy et de Crawford Falconer, président des négociations sur l'agriculture, il s'agit d'un pas définitif dans la bonne direction, vers un accord final pour conclure le Cycle de Doha, entamé en 2000.

26 mai 2008 : Les négociations sur l'agriculture ont repris lundi 26 mai 2008 avec un nouveau cycle de discussions sur le dernier projet révisé de « modalités » distribué une semaine plus tôt. Un petit groupe de 37 délégations représentant toutes les coalitions et les principaux protagonistes avait comme mandat de négocier durant la semaine, pendant que les membres essaieraient de rapprocher encore leurs vues.

3 juin 2008 : Les négociateurs dans le domaine de l'agriculture ont clarifié certains points et montré qu'ils étaient prêts à collaborer pour régler encore d'autres différences. Selon Crawford Falconer, il s'agit de « légers » progrès. Ce dernier a convoqué une autre réunion dans la semaine du 9 juin, pour donner aux délégations le temps de se consulter et d'apporter les résultats à la table de négociations. L'objectif est maintenant de régler les différences techniques et de simplifier les options politiques alors que les membres se préparent pour les prochaines négociations qui combineront l'agriculture avec l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et d'autres sujets.

Et finalement... À la tête de l'OMC, on parle d'un accord final, d'un cycle qui arrive à sa fin, qui sera conclu dans les meilleurs délais, autant que faire se peut.

Reste à voir comment se dérouleront les prochaines semaines. Rappelons que les négociations, aussi cruciales soient-elles, stagnent, car aucune entente n'a eu lieu. L'agriculture étant beaucoup plus qu'une marchandise commerciale, les divergences sont des plus importantes autour de la table de négociations.

Présentement, les négociations menacent la gestion de l'offre, modèle d'agriculture équitable dont le fonctionnement a fait ses preuves et qui profite autant aux producteurs, qu'à l'industrie de la transformation et l'État. Depuis longtemps, les représentants des filières canadiennes sous gestion de l'offre font le relais pour assurer une présence à Genève, siège social de l'OMC, afin de manifester leur entêtement à ne pas se laisser imposer des règles commerciales entravant l'équité d'un système bien établi et qui réussit.

Sommes-nous réellement tout près de la fin du Cycle de Doha? Si oui, est-ce que l'entente en sera une qui saura satisfaire tous les partis? Nous en doutons fortement. En effet, devant le problème de la crise alimentaire, certains affirment haut et fort qu'il faut terminer le Cycle de Doha afin de libéraliser davantage les échanges. Toutefois, une des causes majeures de la crise est la fragilisation des agricultures depuis l'entrée en vigueur de l'Accord agricole de l'OMC en 1995!

Visitez le site Internet de MAÉ-MAÉ au www.mae-mae.org

André D. Beaudoin
Secrétaire général,
UPA Développement international